

Emmanuelle Boulineau et Lydia Coudroy de Lille, Aurélie Delage  
13 avril 2005

Le Tango de la Rue, 13 avril 2005

## **L'élargissement vers l'Est de l'Union Européenne : un an après, deux ans avant**

En cette période de débat intense sur la Constitution européenne, les Cafés Géo Lyonnais regardent dans le rétroviseur du côté de la Pologne, intégrée à l'UE il y a un an, pour comparer avec la Bulgarie qui y entrera dans deux ans : l'occasion pour nos deux conférencières de faire un dialogue entre une Bulgare (E. Boulineau, ENS LSH) et une Polonaise (L. Coudroy de Lille, Lyon 2).

Le 1er mai 2004, l'Union Européenne a connu son plus grand élargissement, avec l'entrée de 10 pays, dont 8 Pays d'Europe centrale et Orientale (PECO). On s'est alors posé la question de l'utilité, du coût et de l'intérêt d'élargir l'Europe à l'Est. Aujourd'hui, le débat est retombé. L'actualité européenne est occupée par le Référendum sur la Constitution européenne et sur l'intégration de la Turquie, ce qui occulte une réalité prochaine : l'intégration en 2007 de la Roumanie et de la Bulgarie.

Lydia la Polonaise (PL) : Dzień dobry !  
Emmanuelle la Bulgare (BG) : Dobar den !

### **PL : Pourquoi les Bulgares ne sont-ils pas encore dans l'UE ? Est-ce une revendication ou un désir fort chez eux ?**

L'intégration à l'UE est pour nous double : intégration européenne d'une part et atlantique d'autre part, avec notre entrée dans l'OTAN en 2002. Entrer dans l'UE consiste donc à franchir un nouveau pas, c'est un défi majeur pour sortir de la période communiste. Du retard a été pris dans les réformes politiques et économiques, suite aux crises économique et politique. Depuis 1998, de profondes réformes ont débuté. Les négociations d'adhésion ont été engagées en 2000, ce qui a constitué un formidable catalyseur de projets politiques à long terme. Les Bulgares sont pressés d'entrer dans l'UE.

Le Parlement Européen nous a adressé ses encouragements ce lundi 11 avril, mais il veut garder un droit de regard sur l'avancée des négociations et les retarder si besoin.

Tous les partis politiques sont pro-européens, et 80% de la population y est favorable aussi (c'est le pays où les partisans de l'UE sont les plus nombreux). Entrer dans l'UE, c'est entrer dans une sphère de prospérité. Depuis 2001, il n'y a plus besoin de visa pour entrer dans l'espace Schengen, ce qui avait provoqué une grande liesse en Bulgarie, car les gens avaient le sentiment que « enfin, on rentre dans l'UE ».

Cependant, il y a des dossiers qui fâchent :

les Bulgares sont des orientaux, la Bulgarie est un pays balkanique, or le président Parvanov a affirmé qu'entrer dans l'UE était un choix de civilisation. Certains Bulgares sont inquiets sur le devenir de leur « orientalité » ainsi que de celui de leur langue, slave, qui utilise l'alphabet cyrillique. Ce sont là les craintes d'un « petit pays ».

la Bulgarie abrite une centrale nucléaire de type Tchernobyl : il faudrait la fermer, mais elle

fournit la moitié de l'énergie électrique du pays, et une partie est vendue à l'étranger. La réforme du système judiciaire, très en retard actuellement, est nécessaire pour garantir les investissements étrangers.

**BG : Et vous, Polonais, que vous a apporté l'Union Européenne ? Vous avez certes demandé l'intégration très rapidement, mais vous achetez vos avions aux Américains, dont vous soutenez l'action en Irak...**

Il est encore trop tôt pour faire un bilan un an après le 1er mai 2004, mais force est de constater qu'il n'y a pas vraiment eu de changement, car l'essentiel avait été fait avant. La période 1994-2004 a en effet été marquée par des réformes structurelles, visant à « digérer l'acquis communautaire ». Cependant, à la veille de l'entrée dans l'UE, les Polonais ont fait des réserves de sucre (comme en 1989 à la veille des premières élections démocratiques), car ils pensaient que la PAC surenchérirait le sucre...

Les Polonais attendent en priorité de l'UE l'entière liberté de circulation pour les travailleurs et les touristes. Pour eux, l'UE représente une sphère de prospérité, même si cela tarde à se concrétiser dans la vie quotidienne. Ils souhaitent aussi que cela permette une lutte plus efficace contre la corruption, et attendent des fonds structurels pour aménager le pays.

La question qui fâche, ce sont les F16 que la Pologne a achetés aux Etats-Unis. Or, le Portugal a fait construire des avions de combat avec les Américains, de même que les Italiens et les Hollandais, qui ont passé des marchés militaires alors que les Européens disposaient des mêmes outils. En entrant dans l'UE, les Polonais ont besoin d'une sphère de sécurité matérielle et d'une légitimité historique (le « retour à l'Europe »). Or l'Europe ne constitue pas un parapluie militaire suffisant : il s'agit donc de s'assurer le parapluie de l'OTAN, car en plus, les Polonais sont méfiants vis-à-vis de la Russie. L'attachement des Polonais pour les Américains s'explique aussi par la présence de 10 millions de résidents d'origine polonaise aux Etats-Unis et au Canada : cette diaspora, ou « Polonia », crée un lien affectif par les personnes. Le président Kwasniewski n'a donc aucun état d'âme pour manifester sa sympathie envers les Etats-Unis, même si d'ici fin 2005, il va retirer ses troupes en Irak car il s'est senti lésé (la Pologne y a envoyé 3000 soldats, ce qui constitue le troisième contingent).

Pourquoi les Polonais ont-ils peu voté à deux reprises pour des échéances européennes ? En juin 2003, pour le référendum d'adhésion, 58% des inscrits sont allés aux urnes (56% en moyenne dans les autres PECO ; 45% en Hongrie ; plus fort taux de participation en Lettonie), et parmi eux, 77% ont dit « oui », ce qui correspond à la moyenne des pays entrants). En juin 2004, pour les élections européennes, sur 30 millions d'inscrits, 6 millions ont voté, soit 20% de participation, l'un des taux les plus bas en Europe, ce qui a été incompris en Europe de l'Ouest. Cela s'explique par le contexte politique national : le pays a été ébranlé par une cascade d'affaires politiques (scandales, de corruption notamment), le premier ministre avait une côte de popularité de 10%... L'opinion publique a vu dans leur candidature un moyen d'obtenir l'immunité parlementaire. Sur les 54 députés élus, le PPE, c'est-à-dire le centre droit, a remporté le plus de sièges (19), tandis que les souverainistes en obtenaient aussi quelques uns.

**PL : Jusqu'où va aller l'élargissement ? Où s'arrête l'Europe, et qui voulez-vous avoir pour voisins ?**

- La Bulgarie a une frontière commune avec la Grèce (un pays qui est déjà dans l'UE) : c'est là que l'on enregistre les plus grandes disparités régionales de niveau économique au sein de l'UE. La Grèce envoie de nombreux experts dans les ministères bulgares, et exporte ses produits sur le marché bulgare. Mais cette région, ce sont tout de même les Balkans, qui ont connu la guerre dans les années 1990, ce qui avait montré la faillite de l'UE dans son dessein d'avoir un continent pacifique.

- Au nord, la Bulgarie a une frontière avec la Roumanie, qui fera comme elle partie du prochain groupe de pays à intégrer l'UE. Cependant il y a le problème du franchissement du Danube : il faut recréer une liaison, car pour l'instant il n'y a qu'un seul pont. Un second est en construction, financé par l'UE.

- Le plus important pour les Bulgares, c'est l'adhésion de la Macédoine et de la Serbie Monténégro, car c'est par ces pays que se fait tout le trafic de la Bulgarie vers l'Europe Occidentale. Ces deux pays commandent donc des voies d'accès essentielles, d'autant plus que la Bulgarie a beaucoup souffert du blocus économique lors des conflits yougoslaves.

- A l'est enfin, il y a la Turquie : les Bulgares, notamment parmi les hommes politiques, sont favorables à son intégration. C'est en effet un voisin, mais aussi un marché potentiel : Istanbul est un marché urbain à saisir pour les produits agricoles bulgares. L'entrée de la Turquie dans l'UE ferait de la Bulgarie un carrefour terrestre : l'enjeu est donc de stimuler les zones frontalières, qui sont très en retard et peu dynamiques, du fait de l'héritage de l'enfermement du pays jusqu'en 1989.

### **BG : Quels sont les voisins pressentis par la Pologne ?**

Les Polonais sont très généreux dans leur vision géopolitique de l'Europe. Un sondage montre un grand nombre d'ukrainophiles, car la Pologne et l'Ukraine ont un passé commun, et beaucoup de minorités de part et d'autre de la frontière. De ce fait, 77% des Polonais sont favorables à l'entrée de l'Ukraine dans l'UE.

De plus, la forte identité chrétienne du pays n'empêche pas 55% de la population d'être favorable à l'intégration de la Turquie, car si on accepte la Turquie, on ne pourra dire non à l'Ukraine. La Turquie aurait donc un « effet locomotive ».

46% des Polonais ne sont pas revanchards puisqu'ils accepteraient l'entrée de la Russie dans l'UE, tandis que 42% seraient pour l'intégration du Maroc.

Ils ont donc une vision très large, atlantiste, car ils sont pour une faible intégration politique, à l'instar des britanniques : cela peut être une source d'inquiétude en ce qui concerne le degré d'approfondissement de l'UE. Cependant, tous les Polonais ne reflètent pas la position du gouvernement, qui se montre par exemple plus modéré au sujet de la Turquie. De plus, la Pologne reproche à l'Union Européenne d'être trop conciliante envers Vladimir Poutine.

### **PL : En ce qui concerne les minorités, l'entrée de la Turquie ne serait-elle pas un moyen pour les Bulgares de normaliser la question turque ?**

La Bulgarie n'a pas besoin de l'UE pour cela. En 1985, il y a eu une politique coercitive de bulgarisation des noms turcs. Les Turcs représentent 10% de la population qui compte actuellement 8 millions d'habitants. Ils s'estiment bulgares, car ils sont là depuis des siècles (la Bulgarie fut Ottomane durant cinq siècles). Cette minorité est localisée dans certaines régions. La politique de coercition a entraîné l'émigration de nombreux Turcs de Bulgarie vers la Turquie et a précipité de la chute du communisme, en ouvrant une crise diplomatique et économique. Dès le début de la transition, la « question » turque a donc été posée. Cette minorité dispose désormais d'un parti politique (Mouvement des Droits et Libertés) ; si son électorat est turc, il ne s'agit toutefois pas d'une plate-forme ethnique. Ce parti est représenté par trois ministres au gouvernement, ce qui donne une visibilité à cette minorité, qui bénéficie d'une liberté d'expression, par la presse, la télévision. Il n'y a donc pas vraiment de « problème turc ». La population turque qui était partie en 1985 est en partie revenue, mais elle trouve difficilement du travail, alors les jeunes repartent en Turquie : le lien subsiste par ces migrations de travail.

En revanche, en ce qui concerne la question des Roms, il s'agit d'un vrai enjeu pour l'UE. Un programme intitulé « décennie de l'inclusion des Roms » a été lancé, de même qu'en Roumanie. Contrairement à la minorité turque, il n'y a pas de foyer Rom, et leur

comptabilisation est difficile. Cette population connaît en outre une croissance démographique (4,7% entre 1992 et 2001, 3,4% entre 1985 et 1992, selon le recensement), ce qui pose le problème de leur intégration économique et sociale. Les Roms étaient une main d'œuvre agricole dans les grandes exploitations collectives aujourd'hui démantelées. La décollectivisation ne se fait pas sans mal, et l'agriculture bulgare a du mal à repartir : c'est un point chaud.

**BG : Et pour vous les Polonais, est-ce que la limite de l'Europe est culturelle, notamment chrétienne ? N'avez-vous pas l'impression d'être archaïque en Europe avec votre crispation sur la chrétienté (à inscrire dans la Constitution) et la figure du Pape...**

La Pologne et l'Espagne ont toujours souhaité redonner un « supplément d'âme » à l'UE, dans la droite ligne de la position de Jean-Paul II, car ce sont des bastions où résiste la christianisation, et qui déplorent la perte de spiritualité en Europe. Il y a un lien intrinsèque entre la Pologne et la chrétienté, qui remonte aux origines du pays : dès la naissance de l'Etat polonais au X<sup>ème</sup> siècle, le souverain Mieszko a choisi de se christianiser pour se rapprocher (et donc se prémunir) du Saint-Empire Romain-Germanique. Le dépeçage de la Pologne a fait de l'Eglise le refuge fédérateur sur lequel s'est accroché le sentiment national. En ce qui concerne l'Eglise polonaise, elle a participé aux luttes du pays. Durant la période soviétique, le clergé a été malmené par les communistes athées, même si des compromis ont été trouvés. L'Eglise est donc encore le refuge de l'identité nationale. Cette dernière est de ce fait le fruit d'une triple éducation : l'école, l'Eglise et les parents. L'église devient donc une sphère de libertés, de résistance, et d'opposition.

95% des Polonais sont catholiques, dont 50% encore pratiquants. Cependant, dans la constitution polonaise de 1997, le pays n'est pas défini comme un Etat catholique : c'est un Etat laïc. Le préambule précise « Nous, la nation polonaise, tous les citoyens de la République, à la fois ceux qui croient en Dieu et ceux qui n'y croient pas... ». La Pologne n'est donc pas un Etat chrétien. Et lors des obsèques du pape Jean-Paul II, c'est l'Eglise qui a dû ramener la société au calme, et rappeler que le pape est un homme, que seul Jésus-Christ est le fils de Dieu...

Il y a peu de minorités : des protestants (1,4% d'origine allemande vers la Silésie), et des Ukrainiens (1%) « Uniates », c'est-à-dire des orthodoxes par le rite, mais qui respectent l'autorité du pape. On compte aussi une poignée de Lituaniens et de juifs.

**PL : La Bulgarie va donner de la matière à la presse people après la mort de Rainier III, grâce à son roi premier ministre : comment doit-on s'adresser au chef du gouvernement ? Monsieur le Premier Ministre, cher Siméon, Son Altesse ?**

Après la Seconde guerre mondiale, le roi de Bulgarie, destitué par les Communistes, a émigré en Espagne, où il a épousé une Espagnole. Aujourd'hui, il parle une langue bulgare très vieillie, ce qui fait beaucoup rire. La presse a trouvé la parade, en bulgarisant son nom, et en ne lui donnant pas de titre : on parle d'un « saxecoburggotski » !!! Le roi a fait son retour sur la scène politique bulgare en 2001. Il n'a pas rencontré un véritable plébiscite pour son retour comme tsar, mais a tiré parti du fait que la population bulgare était déçue par la scène politique bulgare sédimentée entre les pro- et les anti-communistes, tous ayant échoué pour tirer le pays des ornières quotidiennes (en ce qui concerne la micro-économie, car les indicateurs macro-économiques sont moins catastrophiques). Siméon a donc eu le droit de retour au pays, mais il ne pouvait être que Premier Ministre, car le Président doit habiter le pays depuis quatre ou cinq ans minimum. Les Bulgares ont voté pour son mouvement « Siméon II », et voilà quatre ans qu'il est Premier Ministre : cette stabilité gouvernementale est une bonne chose. L'échéance électorale est l'an prochain, et pour l'instant, les sondages lui sont défavorables.

Quel est l'intérêt de ce roi-premier ministre ? Siméon a des réseaux dans les milieux d'affaires, dans les gouvernements des pays de l'UE et s'est entouré de nombreux jeunes Bulgares qui ont fait leurs études à l'étranger. Mais il gouverne seul, et n'a pas de parti politique fondé. Il n'a donc pas de tentation monarchiste, même si son arrivée avait provoqué quelques vagues. Ainsi, s'il n'a pas fondé de parti politique, du moins il n'a pas non plus menacé les institutions démocratiques. Par ailleurs, le PS bulgare a fait un grand travail de réforme : le Président de la République en fait partie, et pourtant ce n'est pas un ancien de la Nomenklatura. Le centre-droit (UFD), une coalition formée dès 1989, est déchiré par des querelles internes.

**BG : De votre côté, vous n'êtes toujours pas sortis du communisme, avec votre président ex-communiste ?!**

Le président de la Pologne est en fin de mandat (octobre 2005). Kwasniewski est un post-communiste d'une cinquantaine d'années, qui n'a pas trop trempé dans le soviétisme : ce n'est pas un vieux barbon de la Nomenklatura ! Certains se demandent si sa femme ne pourrait pas se présenter aux prochaines élections, mais elle n'a pas la carrure intellectuelle d'Hillary Clinton, elle est donc d'emblée sortie du jeu. On a parlé aussi d'un « journaliste beau gosse », mais la baudruche est crevée, et cela relève de l'improbable aussi ; du maire de Varsovie (centre-droit)... Personne n'émerge. Un mois après les présidentielles auront lieu les législatives, en novembre.

Le premier ministre actuel, Marek Belka, en poste depuis mars 2004, recueille 40% environ d'opinions favorables. Il est sérieux, mais n'a aucun charisme, et il sait qu'il est sur un siège éjectable.

L'élection présidentielle suscite peu d'intérêt en Pologne, car il y a peu de prérogatives attachées à ce poste. Depuis 1990, le pays connaît l'alternance démocratique. Cependant, quand les sondages en octobre ont crédité de 30% le candidat d'extrême droite, cela a suscité une vive émotion.

**PL : Combien est payé un plombier bulgare ? Car malgré la remise en question de la directive Bolkestein, il ne faudrait pas que les plombiers bulgares cassent le marché polonais à partir de 2007 !**

Les plombiers bulgares vont-ils se précipiter à l'Ouest ? Ce n'est pas si sûr. Le salaire moyen est de 300 leva, soit 150 €, soit 31% du revenu moyen d'un ménage européen. L'essentiel du budget est encore consacré à la nourriture : nous ne sommes pas encore entrés dans la société de consommation.

La principale question bulgare concerne le vieillissement de la population : il n'y a pas de pression migratoire à quitter le pays, même si la question est difficile à cerner en raison de chiffres peu accessibles. 196 000 personnes ont quitté le territoire bulgare entre 1992 et 2001, et il y a un déficit démographique de 1 million d'habitants. La Bulgarie compte actuellement 8 millions d'habitants, soit autant que dans les années 1940... Il y a donc un gros déficit démographique. De plus, il n'y a pas de diaspora bulgare, contrairement aux Grecs et aux Serbes. La Bulgarie ne peut donc pas s'appuyer sur ce type de réseau pour son ouverture mondiale. Ces migrations ne sont pas permanentes : il y a du va et vient, même pour les migrations légales. Si un Bulgare entre en France, il doit montrer un billet aller-retour, prouver qu'il a un hébergement, et de l'argent. Les Bulgares en France sont visibles mais peu nombreux : Todorov, Kristeva... et Sylvie Vartan, et l'image du Bulgare en France, c'est plutôt la figure de la prostituée... D'ailleurs, si on tape « Bulgares célèbres » dans le moteur de recherches Google, ce dernier conseille de taper « Belges célèbres » !

**BG : L'entrée dans l'UE a-t-elle apporté beaucoup d'emplois à la Pologne ?**

Le chômage en Pologne est de 20% en moyenne et atteint 30% dans certaines régions, alors

qu'il était de 10% dans les années 1990. Le plombier polonais est célèbre par ricochet dans son pays : les opinions sont très contrastées. Mme Coudroy de Lille n'a pas trouvé le salaire moyen d'un Polonais, en revanche, elle nous indique qu'en France, le tarif quotidien légal est de 340 (coût à l'entreprise), et 100 (coût à l'entreprise pour un Polonais qui touche 40 ) au marché noir. Le salaire *moyen* bulgare correspond au salaire *minimum* polonais, soit 150 . Un professeur à l'Université touche 200 . Si on parle en pouvoir de standard d'achat avec pour moyenne l'indice 100, la Pologne se situe à 47, la Bulgarie à 30, la France à 110, et le Luxembourg à 216.

Les syndicats polonais, Solidarnosc en tête, sont contre la directive Bolkestein et le *dumping* fiscal, car à long terme les effets sont négatifs, malgré des avantages à court terme. Les Français craignent les délocalisations, mais les Investissements Directs Etrangers créent des emplois dans ces pays sur une main d'œuvre qui n'aurait pas été utilisée en France. Il ne faut donc pas craindre les départs d'emplois occidentaux vers les PECO (cf. dans la grande distribution), sauf dans les domaines du textile, de l'automobile et de la mécanique.

La Pologne a un potentiel migratoire plus fort : le pays a une tradition de migrations circulatoires, mais il perd des habitants depuis 1999 (le solde migratoire est négatif pour 15 000 personnes). Il y a cependant des passages incessants de frontière, notamment de l'Ukraine vers la Pologne, et de la Pologne vers l'Allemagne, porte d'entrée de l'espace Schengen. En 1990, on avait enregistré 80 millions de passages de frontière, ce qui avait fait taxer la Pologne de « passoire », d'où un certain malaise. Les accords de Schengen ont poussé la Pologne à fermer ses 1200 km de frontière orientale, au risque de susciter une immigration définitive des Ukrainiens s'ils ne peuvent plus vivre du commerce transfrontalier.

Face aux PECO, tous les pays de l'Europe des Quinze ont mis en place des restrictions du droit au travail, qui est progressivement restreint pour deux ans, sauf en Irlande : il n'y aura donc pas de hordes de plombiers polonais !

### **PL : Que va offrir la Bulgarie en produits agricoles et alimentaires ?**

La Bulgarie a une tradition de nation agricole, mais son agriculture est dans un piètre état, car de mauvais choix ont été faits lors de la décollectivisation, d'où un gros retard sur les réformes de fond. Le problème démographique entraîne un manque d'agriculteurs, alors qu'il y a un potentiel. La Bulgarie n'a pas de production typiquement méditerranéenne, comme des olives, mais possède des produits de contre-saison pour le marché stambouliote. Et puis il y a le yaourt bulgare ! Mais Danone est en train de truster toute la production de yaourts bulgares.

La présence française dans le secteur industriel concerne surtout le domaine textile, par la sous-traitance du façonnage, car la main d'œuvre travaille à bas coût, et dans des conditions horaires très souples. C'est pareil pour le façonnage des petites pièces, mais l'appareil industriel bulgare est à refaire. La Bulgarie reçoit peu d'IDE, notamment à cause du retard de ses réformes, en particulier dans le domaine de la justice et de la lutte contre la corruption (ce sont là les mots d'ordre des deux derniers gouvernements, et cela a été souligné par tous les rapports européens). Ces retards sont de véritables freins à l'investissement économique.

En ce qui concerne la privatisation, l'opérateur bulgare de Télécom BTK devait l'être depuis six ans, mais le marché n'a jamais été conclu. Le chômage est passé de 20% à 12% : ces créations d'emplois sont dues au contexte de mondialisation, à la nouvelle division internationale du travail, et aux bas coûts de la Bulgarie devenue un pays-atelier.

La Bulgarie a l'ambition d'être la plaque tournante des énergies en Europe, notamment des énergies nucléaires : un chantier de centrale nucléaire sur le Danube a été relancé. Il y a aussi une centrale hydroélectrique, et un grand projet est en cours sur la route du pétrole de la Russie vers l'Europe, pour amener le gaz de Russie vers la Grèce, puis vers l'Europe occidentale via la Méditerranée.

La situation économique est encore difficile, et le niveau de vie quotidien s'améliore peu : le

coût du chauffage a connu une forte hausse, de même que l'électricité, tandis que les salaires augmentent peu. Les Bulgares attendent beaucoup du développement touristique, or on sait que ce n'est pas la panacée...

### **BG : Quelles sont les régions gagnantes et perdantes en Pologne ?**

Le problème de la Pologne, c'est son nombre de paysans : en passant de 15 à 25, l'UE a gagné 25% de population, et 120% de paysannerie... En Pologne, 20% de la population active est paysanne, tandis qu'elle ne produit que 3% de PIB. Une exploitation compte en moyenne 4 hectares, et outre ce grand morcellement, les exploitations sont très peu productives. C'est un grand chantier de négociation, d'autant plus que le pays a beaucoup de terres, dont la plupart ne sont pas polluées par des engrais chimiques. La population active est jeune et nombreuse : elle peut se reconvertir. Les produits sont plutôt de bonne qualité, par exemple les fraises, petites, bonnes et pas chères : ce sont les confituriers qui vont être contents ! La Pologne est aussi un gros producteur de cassis, ce qui pose problème aux producteurs de crème de cassis en Bourgogne. La population active agricole est mal répartie, et les producteurs sont mal organisés : leur situation est précaire. Cependant, les Polonais ne représentent pas une forte menace pour la PAC, malgré leur nombre. La PAC représente 1/3 du budget communautaire pour 2007-2013 : la France en reste le premier bénéficiaire, tandis que la Pologne occupe le 13ème rang, derrière l'Irlande (12ème) et devant la Grèce (14ème).

En ce qui concerne les mineurs, le charbon connaît une embellie depuis que le prix du pétrole a fortement augmenté. Mais il y a toujours 20% de chômeurs...

### **PL : Où un Bulgare conseillerait-il de passer des vacances en Bulgarie ?**

Le littoral de la Mer Noire attire depuis longtemps, c'est une destination touristique importante. La Bulgarie abrite aussi beaucoup de stations de sports d'hiver, qui s'ouvrent à un public international, et sont de plus en plus d'un bon *standing*. Le pays a un projet de développement culturel autour des monastères et des vieilles villes : on cherche à tirer parti du patrimoine orthodoxe.

La Bulgarie a l'ambition de développer des pratiques sportives touristiques alternatives en montagne, avec le trekking, des via ferrata. Elle a pour atout une nature très peu touchée, ce qu'elle peut mettre en avant.

### **BG : Et pour des vacances en Pologne ?**

La mer... même si c'est un peu frais ! Au nord de la Pologne, on peut voir ce qu'est un drumlin de près... Il y a aussi des déserts de sable, ce qui permettrait un tourisme périglaciaire... On pourrait aussi conseiller les lacs de Mazurie, au nord, mais il y a le problème des produits chimiques... Enfin, il y a le tourisme urbain, avec des villes comme Cracovie, Gdansk, sans oublier que la Pologne aussi a des stations de ski.

### **BG : Qu'est-ce l'entrée de la Pologne dans l'UE lui a apporté ?**

Du Romantisme ! C'est ce qu'avait répondu Geremek, Ministre des Affaires Etrangères et membre de Solidarnosc. La devise de la Constitution de l'UE est « Unis dans la diversité » : la Pologne va apporter de la diversité.

La Pologne est contre l'appellation de « Nouvelle Europe », car elle a toujours été dans l'Europe, c'est un pays européen. Comme le montre l'ouvrage d'Alexandra Laigniel-Lavastine, *Esprits d'Europe*, on est à la redécouverte d'une autre Europe. La Pologne a vécu deux totalitarismes, la barbarie nazie et le stalinisme, et apporte de ce fait une autre notion de ce que peut être l'Union Européenne.

### **PL : Et qu'apportera l'intégration de la Bulgarie ?**

Du pragmatisme : la Bulgarie est un pôle de stabilité dans les Balkans dont elle fait entièrement partie. Dans cette péninsule des Balkans secouée par des conflits qui ont montré la faillite de l'UE dans son dessein d'avoir un continent pacifique, l'intégration de la Bulgarie permettrait de renforcer le projet fondateur de l'UE qui est, ne l'oublions pas, d'exclure la guerre du continent européen

### **QUESTIONS :**

#### **Pourriez-vous nous rappeler la procédure d'intégration de l'UE ?**

Après la candidature, on entame les négociations, qui peuvent prendre longtemps. Puis l'Etat doit se préparer, « digérer l'acquis communautaire ». La Pologne a postulé dès 1990, la Bulgarie en 1994. Le critère d'admission est tautologique : « Peut entrer dans l'UE tout pays européen ». Il y a 25 chapitres d'admission.

#### **O. Deslondes : pour poser la question des Balkans occidentaux en termes politiques, la Bulgarie a-t-elle renoncé à considérer une partie des Macédoniens comme Bulgares ?**

La Bulgarie a été l'un des premiers pays à reconnaître la Macédoine comme Etat, mais il y a quelques frictions sur la langue de rédaction des traités bilatéraux. Il y a une incompréhension au sein de la population : pourquoi la Macédoine Bulgare, car la Macédoine est considérée par certains comme la « Bulgarie de l'Ouest ».

#### **Question sur les décalages de pouvoir d'achat au sein de l'UE élargie.**

Même avec le rattrapage grâce aux fonds de l'UE, cela prendra du temps : il faut être patient. Il y a un risque démographique d'absorption par l'Europe de l'Ouest des élites de ces pays nouvellement intégrés. Par exemple, l'Allemagne et le Canada attirent les ingénieurs Roumains, or on parle de pénurie d'ingénieurs en France. Un monsieur de l'assistance pose alors la question du risque de désertification technologique et intellectuelle, et des conséquences en termes de dynamisme économique : « c'est un problème d'aménagement du territoire à l'échelle de l'UE », ajoute-t-il. Mme Coudroy de Lille partage son point de vue en quasi-totalité, et précise que l'on pensait que le passage à la démocratie serait la solution, mais il faut penser aux flux dans les deux sens : il y a aussi des retours. Cela est aussi vrai pour les danseurs et les chanteurs. Le chômage devient structurel en Pologne, et maintient ce flux. On peut en dire autant en ce qui concerne la Bulgarie : de bons éléments partent faire leurs études à l'étranger, mais il y a une incertitude quant à leur retour. L'interlocuteur ajoute que ce processus est parfois encadré par certains pays d'accueil, comme l'Allemagne. La France n'a pour sa part pas développé de politique activiste d'immigration des cerveaux. A cela s'ajoute un processus cumulatif : ces élites font peu d'enfants, contrairement aux Roms. Dans 10-15 ans, le déséquilibre sera inquiétant, et l'on se retrouvera avec une population Rom dans une partie peu intégrée de l'UE : mais le sujet est-il peut-être tabou ? Enfin, il ne faut pas perdre de vue la migration circulatoire.

Le débat s'ouvre alors sur l'intérêt pour la France de suivre la politique migratoire de l'Allemagne, et sur ses conséquences.

Compte-rendu : Aurélie Delage